



Déclaration de la CGT au Comité Technique Ministériel.

La crise sanitaire que nous vivons accentue les fractures sociales, économiques, environnementales numériques et met en lumière des inégalités sociales et territoriales renforcées par des années d'austérité budgétaires et de casse de nos services publics.

Pourtant, les missions des personnels des hôpitaux, des EHPAD et globalement de tous les secteurs de la santé et du social ont été essentielles pour faire face à la crise.

Les autres secteurs de la Fonction publique, dans tous les domaines, ont assuré la continuité du service public travail au service de l'intérêt général.

Le ministre de l'Éducation doit dénoncer sans ambiguïté le « profs bashing » martelé par certains médias et soutenir les agents de son ministère.

Ce constat impose une profonde remise en cause des politiques qui ont été menées durant les dernières décennies et qui sont largement responsables de la dégradation de nos services publics. Elles ont déconstruit les acquis sociaux qui permettaient de maintenir la cohésion de notre société.

Le gouvernement a utilisé l'état d'urgence sanitaire pour imposer de nouveaux reculs sociaux et sur bien des aspects, à porter atteinte à nos libertés fondamentales. Nous demandons la levée de l'état d'urgence sanitaire qui n'a plus aucune justification et le retour du droit à manifester inscrit dans la constitution.

Aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés à une crise économique d'autres choix politiques doivent être faits.

Il est temps d'entendre les alertes lancées depuis des années et abandonner les politiques qui ont engendré l'accroissement des inégalités, et qui ont conduit notre système de santé et beaucoup de nos services publics au bord de la rupture.

Les milliards d'euros d'aide qui vont être dépensés doivent aussi servir à renforcer les services publics.

Dans l'Éducation nationale, la rentrée exceptionnelle à laquelle nous devons faire face au mois de septembre nécessite des moyens supplémentaires qui doivent être débloqués d'urgence.

L'École pour tous, nécessite des postes d'enseignant-es pour réduire les effectifs par classe et permettre l'accueil des élèves partout.

La crise que nous vivons ne doit pas servir d'accélérateur à la mise en place de réformes, comme le projet de loi sur la direction d'école, qui n'est en rien nécessaire à l'amélioration de notre École.

Les récents dispositifs que sont les 2S2C ou encore ceux imaginés pour des vacances apprenantes, sont la traduction pour nous d'un désengagement de l'État allant dans le sens d'une territorialisation voire d'une privatisation de pans entiers de l'Éducation nationale.

Pour enrayer les inégalités mises en exergue par la crise, il est urgent d'abandonner les réformes qui ont renforcé le tri et la sélection, comme celle du lycée général et technologique, ou celle de la voie professionnelle.

L'Éducation ou la Santé ne sont pas des coûts, mais des investissements qui répondent à des besoins fondamentaux de la population.

Ils doivent être accessibles à toutes et tous, sur l'ensemble du territoire selon les besoins de chacun.

Pour les personnels, la reconnaissance de nos missions passe aussi par une revalorisation salariale.

Les problématiques de la santé sont identiques à celles de nombreux secteurs de la fonction publique, la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des salarié·es à participer y compris par la grève, aux manifestations qui auront lieu partout en France le 16 juin pour revendiquer une politique porteuse de plus de justice sociale

Le 12 juin 2020